



INTERNATIONAL
AID
TRANSPARENCY
INITIATIVE

Rapport annuel 2016

31

45

341

8

67

6

4

24

3

145

32



Les données de l'IITA sur les activités de développement contribuent à renforcer l'efficacité de l'aide au développement, ce qui facilitera par la suite la mise en œuvre par les pays du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des objectifs de développement durable. »

Helen Clark

administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement, lors de la deuxième réunion de haut niveau du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement, novembre 2016

Sommaire

Introduction.....	4
Avant-propos	5
Principales réalisations.....	6
Gouvernance et communauté.....	10
Groupe consultatif technique (GCT) – Rapport du président	13
Améliorer la qualité des données	14
Accroître l'utilisation des données.....	18
Aller de l'avant : priorités et défis	22
Annexe 1 : Membres de l'IITA.....	24
Annexe 2 : Rapport financier	26
Annexe 3 : Données statistiques et méthodologie du Rapport annuel de l'IITA	36
Remerciements.....	37

Introduction

L'Initiative internationale pour la transparence de l'aide (IITA) s'attache à garantir la disponibilité et l'utilisation d'informations transparentes et de bonne qualité sur les ressources de développement.

Notre travail consiste à rendre les données relatives au développement et à l'action humanitaire plus accessibles, plus exploitables et plus compréhensibles. Les organisations publient des informations conformément au format et au cadre établis dans la [norme de l'IITA](#) et ces données sont consultables, librement et gratuitement, par toute personne dans le monde disposant d'un accès à Internet.

Aujourd'hui, plus de 500 organisations publient des données de l'IITA, ce qui représente un total de **146 552 380 000 dollars¹** provenant de gouvernements donateurs, d'organismes multilatéraux, de fondations, d'organisations non gouvernementales (ONG) et d'organisations du secteur privé. L'IITA vise à ce que la qualité de ses données soit en permanence améliorée et réponde aux besoins de l'ensemble des parties prenantes et entend faciliter l'accès à des outils et à une assistance efficaces afin que ces informations permettent d'améliorer la prise de décisions.

Le Rapport annuel 2016 examine les progrès, défis et priorités futures de notre Initiative et couvre la période allant de novembre 2015 à février 2017. L'annexe 2 présente les états financiers des ressources reçues et dépensées au cours de l'année 1 (2013-14), de

l'année 2 (2014-15), de l'année 3 (2015-16) et jusqu'à présent pour l'année 4 (2016-17) de l'actuel Secrétariat de l'IITA.

À propos de l'IITA

L'IITA a été lancée en 2008 à l'occasion du troisième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, qui s'est tenu à Accra. En 2011, la [norme de l'IITA](#) a été adoptée, avec pour objectif de satisfaire la demande des gouvernements de pays en développement en matière d'informations accessibles en temps utile, détaillées et prospectives sur les ressources externes en vue d'étayer la prise de décisions.

Depuis 2013, le Secrétariat de l'Initiative est assuré par un collectif multipartite dirigé par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), en collaboration avec le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), Development Initiatives, une organisation britannique de développement international, ainsi que les gouvernements du Ghana et de la Suède. L'IITA est dirigée et soutenue par ses membres et par une communauté internationale de signataires et d'utilisateurs des données, ainsi que de militants en faveur de la transparence, de communicants, d'experts techniques et, de manière générale, de défenseurs de l'accès libre aux données.

¹ Décaissements et dépenses indiqués à l'IITA en 2016

Avant-propos



En tant que président du Conseil d'administration de l'IITA, je suis heureux de présenter le Rapport annuel 2016 de l'IITA.

Nous avons réalisé de nombreux progrès l'an dernier : nous avons notamment franchi une étape importante en atteignant

500 signataires et avons amélioré le d-portal afin de mieux répondre aux besoins des utilisateurs de données. Lors du Sommet humanitaire mondial, nous avons réussi à obtenir un engagement de la part d'acteurs humanitaires à collaborer avec l'IITA en vue d'améliorer la transparence du financement humanitaire. Lors de leur deuxième réunion de haut niveau à Nairobi, les membres du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement ont en outre réaffirmé leur engagement en faveur de la transparence et de la norme de l'IITA. Nous avons également accueilli de nouveaux membres, dont la France, la Corée et plusieurs organismes des Nations Unies, tels que l'Organisation mondiale de la Santé et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

L'année 2016 a également été capitale pour déterminer l'avenir de l'IITA. Le Conseil d'administration et l'Assemblée des membres ont été mis en place et je suis fier que nous ayons défini ensemble une nouvelle vision, une nouvelle mission et une structure de financement durable. Ces avancées cruciales nous aideront à atteindre nos objectifs ambitieux au cours de l'année à venir, notamment en promouvant une utilisation plus généralisée et plus créative des données de l'IITA.

Je tiens à remercier le Secrétariat de l'IITA pour son soutien dans la concrétisation de ces importantes réalisations, et je me réjouis d'avance de collaborer avec les membres de l'IITA et la communauté technique en vue de l'accomplissement de notre mission : garantir l'utilisation d'informations transparentes et de bonne qualité pour contribuer à l'atteinte des résultats en matière de développement durable.

Stephen Potter

Président du Conseil d'administration de l'IITA



En 2016, la communauté technique de l'IITA a travaillé sans relâche pour améliorer l'expérience de ses signataires et de ses utilisateurs de données. Nous avons constaté que les organisations innovaient et créaient de nouveaux partenariats afin de mieux

comprendre les besoins des utilisateurs de données, d'améliorer les outils de l'IITA et d'étudier des moyens de communiquer des informations sur leurs dépenses tout au long de la chaîne d'actions en faveur du développement.

Je félicite tous les membres de la communauté de l'IITA qui ont permis d'atteindre l'étape des 500 signataires et je remercie également l'équipe technique de l'IITA pour avoir fourni un service exceptionnel en vue de répondre à l'augmentation rapide des demandes. Je me réjouis de faire partie d'une communauté aussi solidaire et enthousiaste.

Au cours de l'année prochaine, nous devons continuer à axer nos efforts en vue de comprendre les besoins des utilisateurs en matière de données, et ce, afin de pouvoir les améliorer en continu pour qu'un plus grand nombre d'utilisateurs en bénéficient. Nous encourageons les signataires à mettre à profit la dernière version de la norme de l'IITA, notamment pour améliorer la qualité des données disponibles sur l'aide humanitaire.

J'ai hâte d'accueillir notre Groupe consultatif technique (GCT), aussi dynamique que diversifié, lors de la réunion du GCT de l'IITA prévue en mars 2017, et d'aborder ensemble certains défis.

John Adams

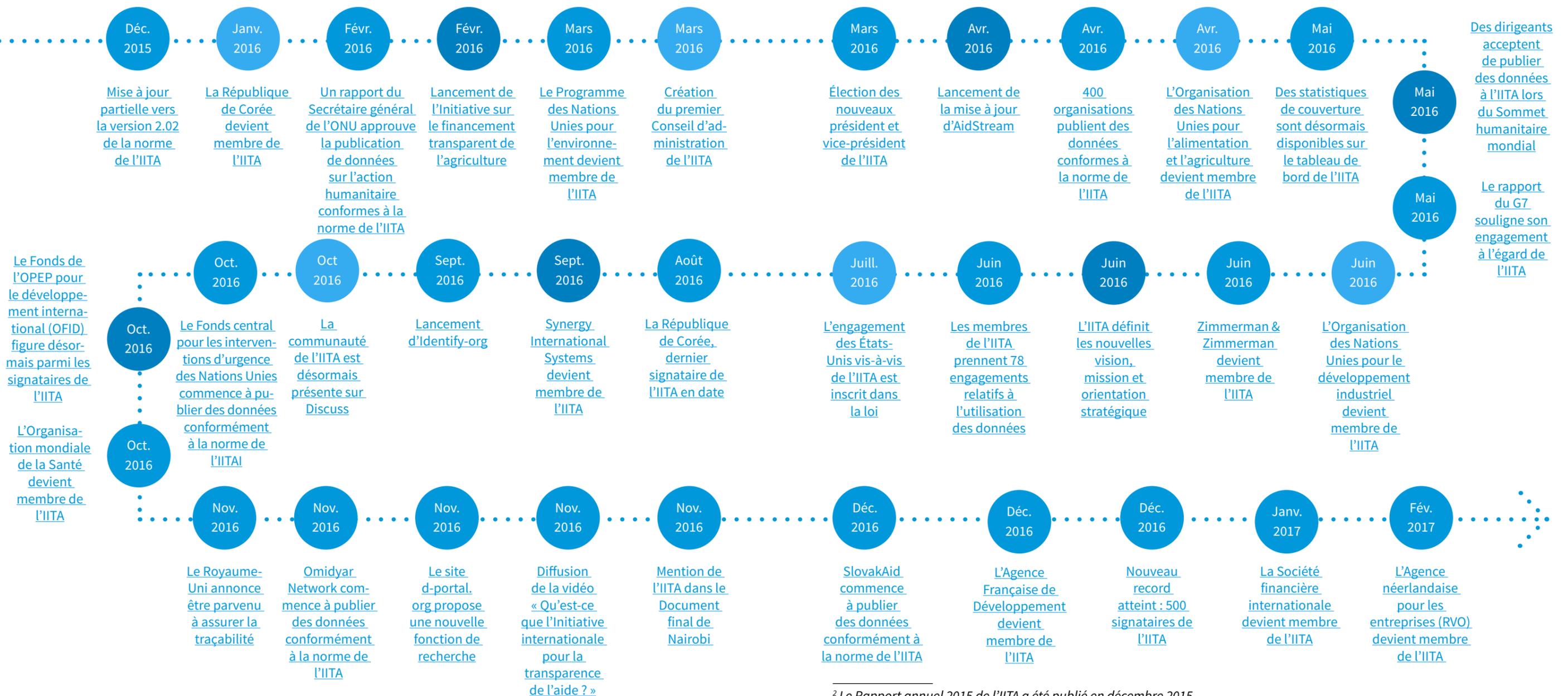
Président du Groupe consultatif technique (GCT) de l'IITA

1

Principales réalisations

Depuis le dernier Rapport annuel², l'IITA a réalisé d'importants progrès, notamment en ce qui concerne l'augmentation du nombre de signataires de l'Initiative et l'obtention d'engagements politiques de la part de la communauté humanitaire et de développement.

Figure 1. Réalisations de l'IITA : Calendrier des principaux événements, décembre 2015 – février 2017



² Le Rapport annuel 2015 de l'IITA a été publié en décembre 2015, et couvre la période allant de janvier 2014 à octobre 2015.

Atteinte des 500 signataires de l'IITA

Plus de 500 organisations publient désormais des données conformes à la norme de l'IITA sur leurs dépenses de développement. Une augmentation de 40 % du nombre de signataires a été observée pour la période concernée. Bon nombre des nouveaux signataires ont rejoint l'Initiative après l'émission, par le gouvernement hollandais, de directives conditionnant

l'obtention de subventions. Cette initiative fait suite à une mesure semblable du gouvernement britannique. D'autres pays envisagent de mettre en place des exigences similaires parmi leurs bénéficiaires.

Par conséquent, des données portant sur des dépenses de développement s'élevant à plusieurs milliards de dollars et provenant de gouvernements donateurs, d'organismes multilatéraux, de fondations, d'organisations

non gouvernementales (ONG) et d'organisations du secteur privé sont aujourd'hui consultables, librement et gratuitement.

Répondre aux besoins des signataires et des utilisateurs de données

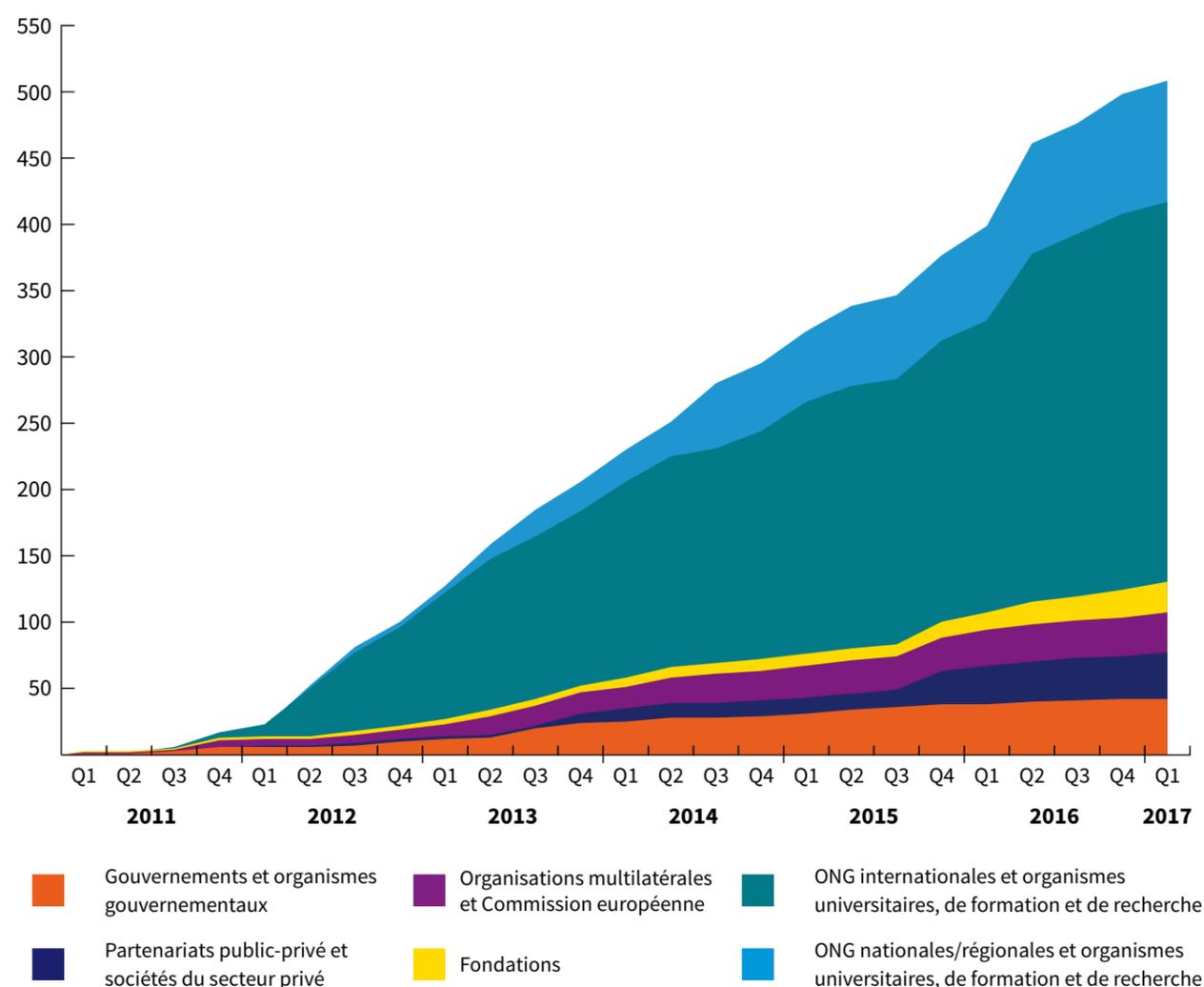
L'augmentation du nombre de signataires a parallèlement entraîné une hausse de la demande d'assistance de la part de l'équipe technique de l'IITA. En 2016, 1 299 demandes d'assistance ont été reçues, soit



L'IITA a coorganisé un événement parallèle sur la transparence lors de la deuxième réunion de haut niveau, qui s'est tenue à Nairobi en 2016.

humanitaire mondial et de la deuxième réunion de haut niveau du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement. D'excellents intervenants et représentants du secteur du développement international ont fait connaître l'Initiative et ont discuté des défis liés à la publication et à l'utilisation de données relatives au développement et à l'action humanitaire. Lors du Sommet humanitaire mondial en mai 2016, des acteurs internationaux ont accepté de publier leurs données financières humanitaires conformément à la norme de l'IITA dans un délai de deux ans. L'IITA a appuyé les efforts visant à obtenir cet engagement, qui représente le plus important soutien reçu par l'Initiative depuis la signature de l'Accord de Partenariat de Busan de 2011 par les donateurs. L'IITA a obtenu plusieurs autres engagements politiques importants en 2016. Lors de la deuxième réunion de haut niveau en novembre, le Document final de Nairobi a mentionné un engagement renouvelé vis-à-vis de l'IITA. Le ministère britannique du Développement international (DFID) a également annoncé des plans destinés à renforcer la traçabilité, et ce, en exigeant que toutes les organisations percevant et allouant leurs fonds par le biais de la chaîne d'acheminement publient leurs données conformément à la norme de l'IITA.

Figure 2. Évolution dans le temps de la répartition des signataires de l'IITA par type d'organisation (2011-2017)



une augmentation de 28 % par rapport à 2015. Malgré cette forte augmentation, l'équipe technique a continué de fournir une assistance d'excellente qualité, et le taux de satisfaction de ses usagers est de 96 %. En mai 2016, l'équipe technique a ajouté des statistiques de couverture au tableau de bord de l'IITA, permettant ainsi de connaître le pourcentage des dépenses totales d'une organisation publiées conformément à la norme de l'IITA. De nouvelles fonctions de recherche ont également été ajoutées à l'outil en ligne d-portal de l'IITA afin de faciliter la recherche d'activités de développement et humanitaires pour les utilisateurs de données.

jour quotidiennes (qui peuvent être cruciales dans les situations d'urgence) et la classification des activités en tant qu'activités « humanitaires ». À la suite de cette modification, les signataires peuvent également affecter des activités humanitaires à des crises spécifiques, et l'équipe technique de l'IITA a commencé à émettre des recommandations utiles en la matière, par exemple concernant la publication d'informations sur les dépenses engagées à la suite de l'ouragan Matthew.

Obtention d'engagements politiques

En 2016, l'IITA a coorganisé deux événements parallèles qui ont attiré un grand nombre de participants lors du Sommet

Améliorer la publication des informations sur l'action humanitaire

L'Initiative travaille sans relâche pour améliorer les données sur l'aide humanitaire. La norme de l'IITA a été modifiée en décembre 2015 pour permettre des mises à



2

Gouvernance et communauté

L'IITA rassemble des parties prenantes issues des secteurs du développement international, de l'action humanitaire et des données ouvertes, y compris des signataires et utilisateurs de données, des militants politiques en faveur de la transparence, des communicants, des experts techniques et, de manière générale, des défenseurs du libre accès aux données. Ils constituent l'Assemblée des membres de l'IITA et le GCT, et sont représentés par un Conseil d'administration. La mise en œuvre des activités est assurée par le Secrétariat,

sous la direction du PNUD, et en collaboration avec l'UNOPS, Development Initiatives et les gouvernements du Ghana et de la Suède.

Nouveaux membres de l'IITA

Le fait de rejoindre l'IITA témoigne clairement d'un engagement en faveur de la transparence et du libre accès aux données de développement, et ses membres jouent un rôle majeur dans la gouvernance de l'Initiative. Toutes les organisations des secteurs de l'action humanitaire, du développement et des données

ouvertes prêtes à s'engager à atteindre les buts et objectifs de l'IITA, tels que définis dans les Procédures opérationnelles permanentes, peuvent devenir des membres à part entière. L'IITA compte aujourd'hui 78 membres et nous avons accueilli de nouvelles organisations au cours de la période concernée. Parmi les membres figurent des gouvernements donateurs, des gouvernements de pays partenaires, des donateurs multilatéraux, des fondations, des organisations de la société civile (OSC) et des organisations du secteur privé.

Figure 3. Membres de l'IITA par type d'organisation

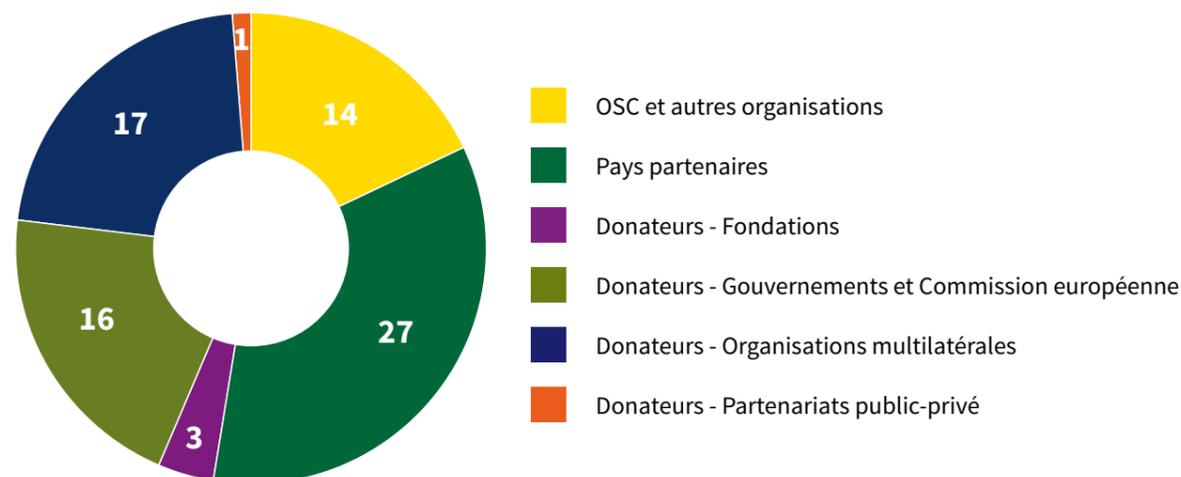


Figure 4. Nouveaux membres de l'IITA au cours de la période concernée (novembre 2015 – février 2017)

Nom	Type d'organisation	Date d'adhésion
Akvo	ONG internationale	2016
Children's Investment Fund Foundation (CIFF)	Fondation	2016
France – Agence Française de Développement (AFD)	Gouvernement du pays donateur	2016
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	Organisation multilatérale	2016
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)	Organisation multilatérale	2016
Organisation internationale de droit du développement (OIDD)	Organisation de la société civile	2016
Organisation mondiale de la Santé	Organisation multilatérale	2016
Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)	Organisation multilatérale	2016
République de Corée	Gouvernement du pays donateur	2016
Synergy International Systems	Société du secteur privé	2016
Zimmerman & Zimmerman	Société du secteur privé	2016
Société financière internationale (SFI)	Organisation multilatérale	2017
Agence néerlandaise pour les entreprises (RVO)	Gouvernement	2017



Assemblée des membres de l'IITA de 2016
Photo : UNOPS/Fanni Uusitalo

Nouvelles modalités en matière de gouvernance

À la suite des recommandations formulées dans l'évaluation indépendante de 2015 de l'IITA et approuvées par les membres en décembre de cette même année, l'IITA a mis en place de nouvelles modalités en matière de gouvernance. Il s'agissait notamment de la création de deux nouveaux organismes : le Conseil d'administration et l'Assemblée des membres.

Assemblée des membres

L'Assemblée des membres de l'IITA est composée de tous les membres de l'Initiative et a remplacé le Comité directeur en avril 2016. Cet organisme donne l'approbation finale des décisions stratégiques et budgétaires ainsi que des modifications en matière de gouvernance et constitutionnelles, telles que proposées par le Conseil d'administration de l'IITA. En juin, l'IITA a organisé sa première réunion annuelle de l'Assemblée des membres à la

Cité de l'ONU, à Copenhague, avec des membres de 55 gouvernements, organisations multilatérales, ONG, OSC et organisations du secteur privé.

Conseil d'administration

Le Conseil d'administration de l'IITA a été mis en place à l'issue d'un processus de consultation et de candidature d'un mois, entre février et mars 2016. Six organisations ont rejoint le nouveau Conseil après l'obtention d'un consensus sur les candidatures présentées dans les trois catégories de l'IITA : donateurs, pays partenaires et organisations de la société civile (et autres). Le président du GCT siège également au Conseil d'administration et représente le groupe (voir ci-dessous). Le président de l'IITA, Stephen Potter (Affaires mondiales Canada), et le vice-président, Mohammad Mejbahuddin (gouvernement du Bangladesh), ont été élus par les autres organisations membres lors de la réunion du Conseil d'adminis-

tration en mars 2016. En janvier 2017, ayant quitté ses fonctions au sein du gouvernement bangladais, le vice-président a démissionné de son poste. Nous remercions Monsieur Mejbahuddin pour son travail et son dévouement à l'IITA et accueillons chaleureusement Kazi Shofiqul Azam, le nouveau vice-président du Conseil d'administration.

Les nouvelles vision et mission de l'IITA, ainsi que son nouveau plan de travail

En 2016, en collaboration avec le Secrétariat, le Conseil d'administration a élaboré les nouvelles vision et mission ainsi que le nouveau plan de travail de l'Initiative, et a mis en place une structure de financement plus durable. Ces changements ont été approuvés par l'Assemblée des membres en juin 2016. Ces avancées cruciales ont pour but d'aider à la réalisation des objectifs ambitieux de l'IITA pour l'année à venir, notamment en promouvant une utilisation accrue des données de l'IITA.

Groupe consultatif technique (GCT) – Rapport du président

Le GCT de l'IITA est un groupe multipartite de signataires et d'utilisateurs de données qui se rencontrent en personne une fois par an. Le GCT est présidé par John Adams du DFID, qui représente les points de vue du groupe auprès du Conseil d'administration de l'IITA.



Au cours de la période concernée, le GCT a fait des efforts considérables pour développer de nouveaux outils, initiatives et pilotes pour contribuer à renforcer la qualité et l'utilisation des données de l'IITA. Voici quelques-uns des nombreux projets remarquables en cours.

Améliorer les données dans les différents secteurs

En février 2016, InterAction et ses partenaires ont lancé l'Initiative sur le financement transparent de l'agriculture dans le but d'améliorer les normes internationales relatives à la publication de données sur le financement de la sécurité alimentaire et de l'agriculture. Cette initiative s'efforce de perfectionner la norme de l'IITA en vue de saisir des données nécessaires à l'information des investisseurs et à la responsabilisation des décideurs du secteur.



Assurer la traçabilité

Pour renforcer l'efficacité de la coopération en faveur du développement, il est capital de communiquer des informations sur les chaînes d'acheminement complexes et d'être en mesure d'assurer la traçabilité des fonds d'une organisation à une autre. Plusieurs initiatives travaillent en particulier sur la traçabilité, y compris un pilote sur la traçabilité sous la houlette du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA)

et du gouvernement néerlandais. Ce pilote vise à améliorer la traçabilité des activités par le biais d'organisations multilatérales et d'un examen des « partenaires en aval » britanniques. Les pilotes ont pour objectif de simplifier la collecte d'informations, d'éviter les doublons dans la publication des informations, de réduire la saisie manuelle traditionnelle des données et d'améliorer l'efficacité de la coordination des activités de développement.

Lancement de nouveaux outils de publication et d'utilisation des données

En juin 2016, l'entreprise Zimmerman & Zimmerman a lancé l'IATI Studio, un ensemble d'outils qui permet de visualiser, d'analyser et de comparer les données de l'IITA. La mise à jour d'AidStream, qui propose de nouvelles fonctionnalités et des recommandations actualisées, a également amélioré l'expérience des signataires.

Pour accroître l'utilisation des données, Development Gateway a lancé un outil en libre accès impressionnant permettant d'importer des données de l'IITA dans les systèmes de gestion de l'information sur l'aide (SGIA) des pays partenaires. L'IATI Import Tool a déjà servi à importer des données correspondant à des centaines de millions de dollars de flux d'aide supplémentaires dans les SGIA du Burkina Faso, du Tchad, de la Côte d'Ivoire, de Madagascar et du Sénégal. Ce processus contribuera à réduire la nécessité d'une

saisie manuelle par les employés gouvernementaux des données sur des centaines d'activités de développement et transactions financières, ce qui représente un gain considérable en temps et en ressources.



La publication de données : un argument commercial

En 2016, un nouvel argumentaire commercial a été élaboré par Plan Finland et promu par Akvo pour souligner les avantages que représente pour une organisation la publication de données conformes à la norme de l'IITA. Grâce au nouveau cadre d'argumentation commerciale, les organisations sont encouragées à améliorer la qualité de leurs données, ce qui, comme on peut l'espérer, devrait ensuite accroître l'utilisation des données. Le gouvernement néerlandais a également publié des directives très claires afin d'aider les signataires, un modèle fort que d'autres devraient suivre.

Je me réjouis de rencontrer la communauté lors du GCT 2017 à Dar es Salaam (6 – 9 mars 2017). Ensemble, nous continuerons à travailler sans relâche l'année prochaine pour mettre en œuvre la nouvelle stratégie de l'IITA, notamment en aidant un plus grand nombre de personnes et d'organisations à tirer avantage de l'utilisation des données de l'IITA.



3

Améliorer la qualité des données

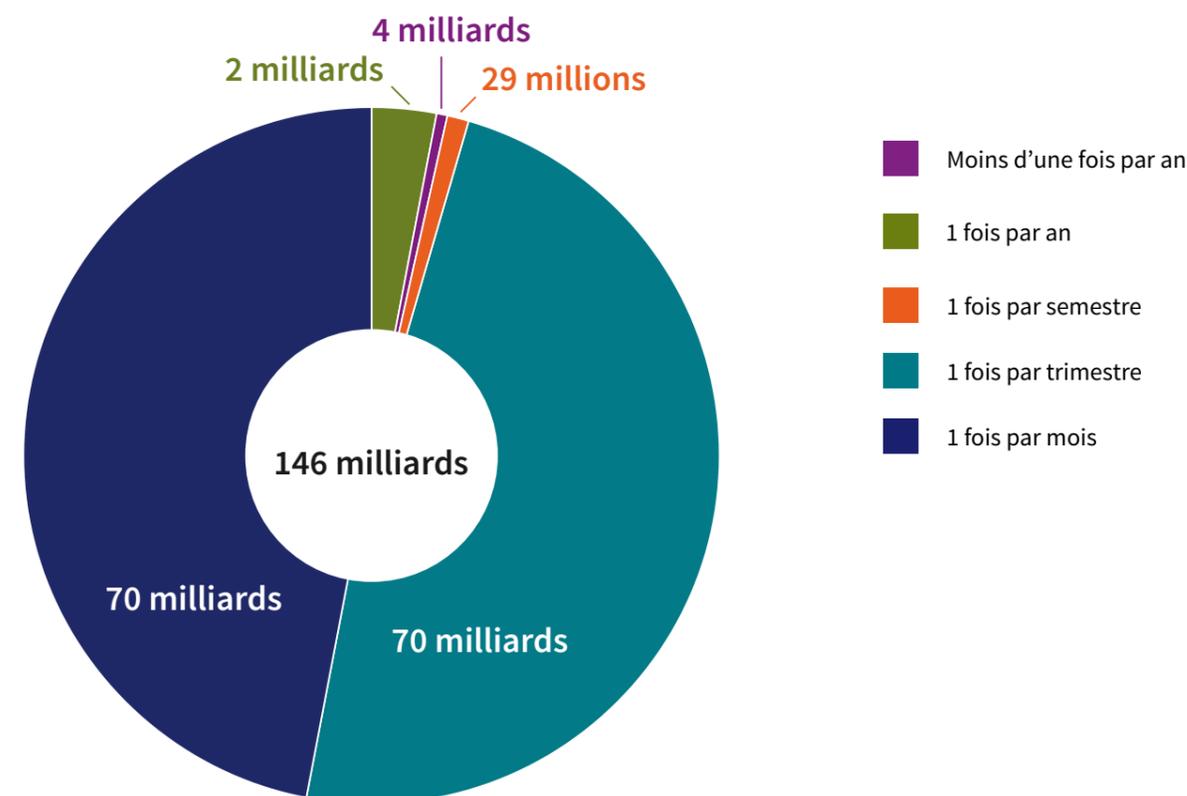
La norme de l'IITA répond à la demande des gouvernements des pays en développement en matière d'informations accessibles en temps utile, détaillées et prospectives sur les ressources externes. Il est capital que les signataires de l'IITA fournissent des données s'y rapportant de bonne qualité afin de garantir que les gouvernements disposent des informations nécessaires pour prendre des décisions éclairées.

De la même façon, les parlementaires et les OSC, dans les pays donateurs comme dans les pays partenaires, ont besoin de données de bonne qualité. Sans cela, ils ne sont pas en mesure de demander des comptes aux États sur leur utilisation des ressources.

La qualité des données publiées est mesurée et affichée sur le [tableau de bord](#) de l'IITA, permettant ainsi aux signataires et aux utilisateurs de voir rapidement si les données publiées sont utiles.

- **Une meilleure planification** : l'IITA permet aux donateurs de partager leurs budgets plusieurs années à l'avance, de sorte que les gouvernements des pays en développement puissent optimiser la planification et la gestion des ressources externes pour l'avenir.
- **Des informations à jour** : la disponibilité en temps utile des informations renforce la capacité des gouvernements à préparer leurs budgets, améliorer la gestion macroéconomique, limiter les doubles emplois et faire preuve d'une plus grande redevabilité quant aux fonds consacrés à la prestation de services. Les données sur les dépenses et les activités peuvent être publiées tous les trimestres, tous les mois, toutes les semaines voire tous les jours, ce qui peut s'avérer essentiel en situation d'urgence humanitaire.
- **Une vision plus globale** : l'IITA permet de consigner un large éventail de ressources de développement, bien au-delà des aides traditionnelles, par exemple des investissements réalisés par des institutions de financement du développement (IFD).
- **La possibilité de saisie des résultats** : les organisations peuvent publier des données sur les résultats qu'elles ont obtenus dans le cadre de leurs projets de développement. Par exemple, la norme de l'IITA permet la publication d'informations sur les [objectifs de développement durable](#).

Figure 5. Publication en temps utile des données de l'IITA (en dollars US)



Publication en temps utile

En 2016, un nombre beaucoup plus important de données de l'IITA ont été publiées en temps utile. Ainsi, **96 %** du volume total de données publiées (soit 140 milliards de dollars US) ont été communiquées par des signataires qui actualisent leurs données au moins une fois par trimestre, contre **80 % en 2015**. En outre, 48 % des données publiées proviennent de signataires qui mettent à jour leurs données au moins une fois par mois, par rapport à 41 % seulement en 2015.

Niveau de détail

Dans le tableau de bord, des statistiques indiquent le nombre de signataires fournissant l'intégralité des données sur leurs ressources, grâce aux informations publiées sur les « Éléments du niveau de détail » de l'IITA. Selon la figure 6 ci-

dessous, la majorité des signataires³ fournissent des données valides dans plus de 95 % des activités pour chaque élément de base.

Même si la majorité des signataires publient des données valides pour les éléments de base, nous espérons que les éléments « valeur ajoutée » de la norme seront utilisés par un plus grand nombre de signataires. Une amélioration dans ce domaine permettrait aux utilisateurs de données d'accéder à des informations plus utiles et de disposer de davantage de contexte concernant les activités de l'IITA, notamment sur la géolocalisation et les résultats.

³ Contrairement aux rapports annuels précédents, les statistiques sur le niveau de détail pour 2016 ont été calculées uniquement à partir des signataires publiant des données sur leurs activités en cours.

Figure 6. Niveau de détail : Nombre de signataires de l'IITA fournissant des données valides pour chaque élément dans plus de 95 % des activités*

	2014		2015		2016	
	Nbre de signataires	% de signataires	Nbre de signataires	% de signataires	Nbre de signataires	% de signataires
Organismes rapporteurs	290	82	293	83	389	98
Titre	284	80	289	82	384	96
Version	273	77	286	81	394	99
Statut	278	79	281	80	390	98
Identifiant IITA	269	76	274	78	366	92
Description	251	71	260	74	362	91
Date de l'activité	246	70	250	71	341	85
Secteur	202	57	222	63	308	77
Organisation participante	193	55	201	57	267	67
Pays ou région	187	53	199	56	298	75

Figure 7. Niveau de détail : Nombre de signataires de l'IITA fournissant au moins quelques données valides pour chaque élément*

	2014		2015		2016	
	Nbre de signataires	% de signataires	Nbre de signataires	% de signataires	Nbre de signataires	% de signataires
Secteurs du CAD	198	56	187	53	299	75
Contacts	169	48	174	49	246	62
Documents d'activité	131	37	146	41	164	41
Site d'activité	95	27	94	27	Non précisé dans le tableau de bord	Non précisé dans le tableau de bord
Détails de l'emplacement	68	19	69	20	84	21
Conditions applicables	27	8	28	8	Non précisé dans le tableau de bord	Non précisé dans le tableau de bord
Résultat/Indicateur	19	5	24	7	76	19
Coordonnées géographiques	14	4	20	6	47	12
Dépenses en capital	7	2	9	3	21	5
Type d'aide	N/A	N/A	N/A	N/A	285	71
Langue du bénéficiaire	N/A	N/A	N/A	N/A	247	72

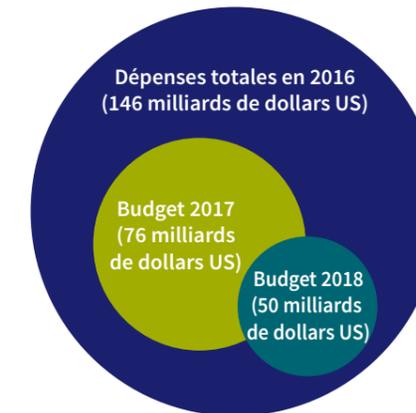
*Remarque : le pourcentage de signataires a été calculé UNIQUEMENT à partir du nombre de signataires publiant des données sur leurs activités en cours - 399. Dans le précédent Rapport annuel, le pourcentage tenait compte de tous les signataires, ce qui explique qu'il soit plus élevé pour 2016.

Caractère prospectif

Les informations relatives aux futurs flux de ressources sont indispensables aux gouvernements des pays partenaires pour leur permettre d'optimiser la productivité des dépenses publiques et d'appuyer la gestion macroéconomique. Une plus grande prévisibilité est également importante pour les donateurs, notamment afin d'améliorer l'harmonisation et d'augmenter l'incidence de leurs interventions. Les informations prospectives permettent aux OSC de défense des citoyens de tenir les gouvernements responsables, et aux OSC d'intervention de mieux coordonner leurs activités avec celles d'autres acteurs et d'accroître leur portée. Le montant des données prospectives publiées par les

donateurs a considérablement augmenté, atteignant **126 milliards de dollars US** pour 2017 et 2018, par rapport à seulement 34 milliards de dollars US de données prospectives publiées fin 2015 (pour les budgets 2016 et 2017).

Figure 8. Données prospectives publiées conformément à la norme de l'IITA



Statistiques de couverture sur le tableau de bord de l'IITA

En mai 2016, nous avons franchi une nouvelle étape dans l'amélioration de la qualité des données de l'IITA en incluant des statistiques de couverture pour tous nos signataires dans le tableau de bord. Les informations liées à la couverture montrent, pour chaque organisation, le pourcentage des dépenses totales publiées conformément à la norme de l'IITA. Outre les trois aspects de l'Accord de Partenariat de Busan de 2011 (la publication en temps utile, le niveau de détail et le caractère prospectif), les résultats en matière de couverture constituent le quatrième aspect essentiel de la qualité des données que les signataires doivent s'efforcer d'améliorer.

INTERNATIONAL AID TRANSPARENCY INITIATIVE							
IATI Dashboard							
Coverage							
Table of Coverage values							
When assessing the overall quality of a publisher's data it is necessary to judge both breadth and depth. The previous dimensions have assessed the breadth. The Coverage dimension in this table assesses the depth by showing what proportion of an organisation's total output is published through IATI. For each publisher, the total spend published to IATI for a given year is compared with an external source. The resulting spend ratios are used to adjust the scores for the other dimensions using the following scale of coverage: Excellent: 80% or over (adjustment factor 100%); Good: 60 – 80% (adjustment factor 80%); Fair: 40 – 60% (adjustment factor 60%); and Poor: less than 40%							
Publisher Name	2014 IATI Spend (US \$m)	2015 IATI Spend (US \$m)	2014 Reference Spend (US \$m)	2015 Reference Spend (US \$m)	2015 Official Forecast (US \$m)	Spend Ratio (%)	Coverage (%)
ADD International	3.94	2.3	3.53	-	-	112	100
Asian Development Bank	8859.15	10759.37	10191.0	-	-	87	100
Australia - Department of Foreign Affairs and Trade	3701.99	3239.67	3287.26	-	-	113	100
Bill & Melinda Gates Foundation	2964.8	3316.12	2880.0	-	-	103	100
Camfed International	34.87	30.23	43.68	-	-	80	100
Canada - Global Affairs Canada Affaires mondiales Canada	2226.16	1746.16	2495.86	-	-	89	100
Canada - International Development Research Centre/Centre de recherches pour le développement international	194.93	148.96	193.4	-	-	101	100
Canada Department of Finance / Ministère des Finances Canada	1036.45	550.1	190.1	-	-	545	100
CDC Group plc	471.85	1068.47	489.01	-	-	96	100
ChildHope UK	2.85	3.99	3.54	-	-	81	100
Denmark - Danida - Danish Ministry of Foreign Affairs	3092.89	2685.18	1968.02	-	-	157	100

4

Accroître l'utilisation des données

L'augmentation de l'utilisation des données de l'IITA a été définie comme une priorité absolue dans notre [nouvelle orientation stratégique](#) établie en 2016. De plus en plus, des pays partenaires, tels que le Libéria et le Bangladesh, reconnaissent l'intérêt d'utiliser les données de l'IITA. L'Initiative fournit par exemple des informations sur des ressources [dont les gouvernements n'avaient jusqu'ici pas connaissance](#) et réduit la charge de travail du personnel liée à la collecte et à l'utilisation des données dans les [systèmes de gestion internes](#) des gouvernements. Notre Initiative est déterminée à aider, au cours l'année à venir, un plus grand nombre de pays à recourir aux données de l'IITA pour étayer leur prise de décisions.

Améliorer l'accès aux données de l'IITA

Pour que l'IITA soit utile aux pays en développement, il est important que leurs principaux donateurs fournissent des données de qualité. En raison de l'augmentation du nombre de signataires et de l'amélioration de la qualité des données, 25 pays membres de l'IITA sur 27 ont accès aux données d'au moins neuf des dix principaux partenaires de développement. Il s'agit de 8 pays membres en plus depuis le Rapport annuel 2015, ce qui représente une avancée majeure en termes d'utilisation des données de l'IITA.

S'il est primordial de continuer à soutenir et à encourager les signataires de l'IITA à améliorer la qualité de leurs données, il est tout aussi important que les utilisateurs des données, en particulier

au niveau des pays, commencent à s'en servir et renseignent les signataires sur leur utilité. Sans ces retours d'expérience, il est facile de se trouver dans un « cercle vicieux » où rien n'incite les signataires à améliorer leurs données, et où rien ne pousse les utilisateurs à utiliser des données de piètre qualité.

Améliorer les outils d'utilisation des données

L'IITA est attachée à fournir directement des outils destinés à améliorer l'utilisation des données de l'IITA et à aider d'autres organisations à en développer.

Bangladesh

L'an dernier, le Bangladesh a réalisé d'importants progrès en développant un module pour l'importation de données de l'IITA dans son [Système de gestion de l'information sur l'aide créé localement](#) (avec le soutien du [DFID](#) et la collaboration du [PNUD](#)). [Le ministère des Finances bangladais](#) va maintenant s'atteler à traduire sa collecte de données en efficacité du développement, et ce, en utilisant les données de l'IITA pour étayer sa prise de décisions.



d-portal

Créé par l'IITA et [Development Initiatives](#), [d-portal](#) est un outil en ligne gratuit qui permet à toute personne souhaitant des informations sur les dépenses de développement et humanitaires d'utiliser facilement les données de l'IITA. En novembre 2016, l'IITA a répondu aux demandes d'utilisateurs souhaitant rechercher des activités à l'aide de mots-clés et a mis en place une nouvelle fonction de [recherche en texte libre](#).



5

Aller de l'avant : priorités et défis

Renforcer l'utilisation des données

En 2017, l'IITA travaillera sans relâche avec ses membres et avec la communauté dans son ensemble pour garantir qu'un plus grand nombre de pays tire avantage de l'utilisation des données de l'IITA. Nous mènerons des recherches approfondies pour déterminer les besoins des utilisateurs et étayer les activités que nous mettons en œuvre et les outils que nous développons, tels que présentés dans le Plan de travail de l'IITA. Il s'agira notamment de la mise en place de recommandations et d'une aide renforcées, d'une collaboration avec des fournisseurs de SGIA afin de favoriser l'utilisation des données par les gouvernements des pays partenaires dans leurs systèmes internes, et de la mise en avant d'outils en ligne, tels que d-portal. En outre, l'équipe technique

de l'IITA développera et améliorera la banque de données de l'IITA.

Améliorer la publication des informations sur l'action humanitaire

L'IITA continuera d'améliorer la publication d'informations sur l'aide humanitaire afin de garantir que les organisations disposent d'informations de meilleure qualité pour répondre aux crises. L'équipe technique de l'IITA aidera les signataires à utiliser les fonctionnalités concernant l'humanitaire (dans la version 2.02 de la norme), à publier des mises à jour en temps utile (y compris une publication hebdomadaire ou quotidienne lors de situations d'urgence) et à partager les données sur les résultats et les évaluations des besoins concernant leurs activités.

En 2017, l'IITA travaillera sans relâche avec ses membres et avec la communauté dans son ensemble pour garantir qu'un plus grand nombre de pays tire avantage de l'utilisation des données de l'IITA.

L'IITA travaillera également en étroite collaboration avec Development Initiatives pour soutenir le nouveau projet financé par le gouvernement hollandais de suivi de la mise en œuvre de l'engagement dit de « Grand Bargain » sur

la publication de données humanitaires conformes à l'IITA. Ce travail devrait entraîner des modifications du tableau de bord de l'IITA afin que l'ensemble des acteurs de l'humanitaire et utilisateurs de données puisse savoir dans quelle mesure les signataires respectent leur engagement.

Suivi du Programme de développement durable à l'horizon 2030

Le libre accès aux données est capital pour le suivi de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. La version 2.02 de la norme de l'IITA recueille des informations sur la réalisation des objectifs de développement durable, et nous encouragerons les signataires de l'IITA à utiliser de nouveaux champs pour les objectifs, et/ou cibles et indicateurs. Nous fournirons également des recommandations utiles aux signataires et ferons la promotion du d-portal en tant qu'outil simple d'utilisation pour suivre les flux de ressources internationaux à l'échelle nationale.

Améliorer le site Internet et la marque de l'IITA and brand

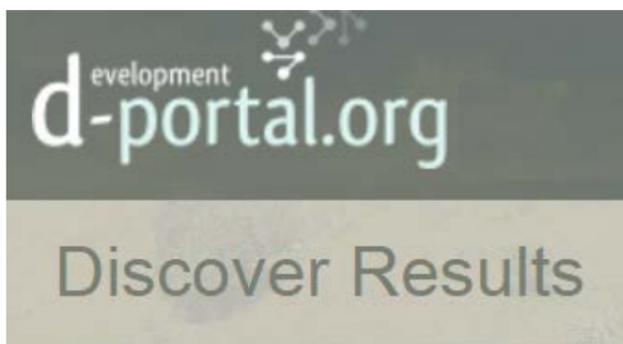
Cette année, le Secrétariat de l'IITA mettra à jour le site Internet de l'Initiative afin d'offrir une meilleure expérience lors de la publication et de



l'utilisation de données de l'IITA. Il s'agira pour cela d'améliorer la rédaction des recommandations et de l'aide, et de consolider les outils de l'IITA. Comme convenu lors de la réunion du Comité directeur de 2015 de l'IITA, nous examinerons et actualisons la marque de l'IITA pour toucher de nouveaux publics et mieux refléter les nouvelles mission, vision et priorités stratégiques de l'Initiative.

Fixer les modalités concernant le Secrétariat post-2018

En 2015, une évaluation indépendante a recommandé un examen des modalités institutionnelles à long terme de l'IITA, et les membres de l'IITA ont décidé qu'il convenait d'en instaurer de nouvelles concernant le Secrétariat au plus tard en août 2018. Cette année, le Conseil d'administration de l'IITA étudiera les différentes possibilités en la matière, lesquelles seront examinées et approuvées par l'Assemblée des membres.



Annexe 1

Membres de l'IITA

Nom	Type d'organisation	Année d'adhésion
Agence néerlandaise pour les entreprises (RVO)	Gouvernement du pays partenaire	2017
Akvo	ONG internationale	2016
Allemagne - Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ)	Gouvernement du pays donateur	2008
Australie - Ministère des Affaires étrangères et du Commerce	Gouvernement du pays donateur	2008
Bangladesh (vice-président)	Gouvernement du pays partenaire	2012
Banque africaine de développement (BAD)	Organisation multilatérale	2011
Banque européenne d'investissement (BEI)	Organisation multilatérale	2013
Banque interaméricaine de développement (BID)	Organisation multilatérale	2011
Banque mondiale	Organisation multilatérale	2008
Belgique - Agence belge de développement (CTB)	Gouvernement du pays donateur	2012
Bénin	Gouvernement du pays partenaire	2015
Bond	Organisation de la société civile	2013
Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)	Organisation multilatérale	2011
Burkina Faso	Gouvernement du pays partenaire	2012
Burundi	Gouvernement du pays partenaire	2015
Canada - Affaires mondiales Canada	Gouvernement du pays donateur	2011
Catalpa	Société du secteur privé	2015
Charte de responsabilité des ONGI	Organisation de la société civile	2013
Children's Investment Fund Foundation (CIFF)	Fondation	2016
Colombie	Gouvernement du pays partenaire	2012
Commission européenne (CE)	Autre structure publique	2008
Congo (République du)	Gouvernement du pays partenaire	2012
Cordaid	Organisation de la société civile	2015
Corée (République de)	Gouvernement du pays donateur	2016
CSO Partnership for Development Effectiveness (CPDE)	Organisation de la société civile	2015
Danemark - Ministère des Affaires étrangères	Gouvernement du pays donateur	2008
Development Gateway	Organisme universitaire, de formation et de recherche	2014
Development Initiatives Poverty Research	Organisation de la société civile	2008
Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme (ONU-Femmes)	Organisation multilatérale	2012
États-Unis	Gouvernement du pays donateur	2011
Finlande - Ministère des Affaires étrangères	Gouvernement du pays donateur	2008
Fondation Bill et Melinda Gates	Fondation	2013
Fondation William and Flora Hewlett	Fondation	2008
Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)	Organisation multilatérale	2012
Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA)	Organisation multilatérale	2012
Fonds international de développement agricole (FIDA)	Organisation multilatérale	2012
Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme	Organisation multilatérale	2011
France - Agence Française de Développement (AFD)	Gouvernement du pays donateur	2016
Gavi	Partenariat public-privé	2008

Nom	Type d'organisation	Année d'adhésion
Ghana	Gouvernement du pays partenaire	2012
Honduras	Gouvernement du pays partenaire	2012
Indonésie	Gouvernement du pays partenaire	2012
InterAction	Organisation de la société civile	2015
Irlande - Irish Aid	Gouvernement du pays donateur	2008
Liban	Gouvernement du pays partenaire	2012
Libéria	Gouvernement du pays partenaire	2012
Madagascar	Gouvernement du pays partenaire	2012
Malawi	Gouvernement du pays partenaire	2012
Moldova	Gouvernement du pays partenaire	2012
Monténégro	Gouvernement du pays partenaire	2012
Myanmar (République de l'Union du)	Gouvernement du pays partenaire	2014
Népal	Gouvernement du pays partenaire	2012
Nigéria	Gouvernement du pays partenaire	2015
Nouvelle-Zélande - NZAID	Gouvernement du pays donateur	2008
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	Organisation multilatérale	2016
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)	Organisation multilatérale	2016
Organisation internationale de droit du développement (OIDD)	Organisation de la société civile	2016
Organisation mondiale de la Santé	Organisation multilatérale	2016
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Gouvernement du pays partenaire	2012
Pays-Bas - Ministère des Affaires étrangères - Coopération au développement	Gouvernement du pays donateur	2008
Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM)	Organisation multilatérale	2012
Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)	Organisation multilatérale	2016
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	Organisation multilatérale	2011
Publish What You Fund	Organisation de la société civile	2008
République démocratique du Congo	Gouvernement du pays partenaire	2012
République dominicaine	Gouvernement du pays partenaire	2012
Royaume-Uni - Ministère du Développement international (DFID)	Gouvernement du pays donateur	2008
Rwanda	Gouvernement du pays partenaire	2012
Sierra Leone	Gouvernement du pays partenaire	2012
Société financière internationale (SFI)	Organisation multilatérale	2017
Suède - Sida	Gouvernement du pays donateur	2008
Synergy International Systems	Société du secteur privé	2016
Syrie	Gouvernement du pays partenaire	2012
Tanzanie	Gouvernement du pays partenaire	2012
Transparency International	Organisation de la société civile	2008
Vietnam	Gouvernement du pays partenaire	2012
Yémen	Gouvernement du pays partenaire	2014
Zimmerman & Zimmerman	Société du secteur privé	2016

Annexe 2

Rapport financier

Rapport sur les revenus des années 1, 2 et 3, et sur la mise en œuvre lors de l'année 3 (sept. 2015 – août 2016)

Aperçu des flux financiers des années 1, 2 et 3 (exercices 2013/2016)^{1,2}

REVENU^{1,2}

1. Revenu total perçu jusqu'en décembre 2016	6 649 479 dollars US
a. Année 1 : cotisations et contributions volontaires	1 828 681 dollars US
b. Année 2 : cotisations et contributions volontaires	1 533 844 dollars US
c. Année 3 : cotisations et contributions volontaires	1 546 547 dollars US
d. Année 4 : cotisations et contributions volontaires versées jusqu'au 31 déc. 2016	1 444 083 dollars US
e. Avance sur les cotisations et contributions volontaires de l'année 5 au titre de l'exercice 2017/2018	285 000 dollars US
e. Intérêts cumulés au 31 décembre 2015	11 323 dollars US

DÉPENSES ET ENGAGEMENTS^{1,2}

2. Dépenses et engagements	5 187 891 dollars US
a. Dépenses relatives aux projets au 31 décembre 2016	5 182 753 dollars US
b. Avances sur projets et bons de commande non régularisés	2 341 dollars US
c. Engagements en faveur des activités de l'année 3 (2015/2016)	2 797 dollars US

SOLDE DU PROJET (anticipé – janvier 2017)

3. Solde anticipé (1-2)	1 461 588 dollars US
3a Avance reçue sur les cotisations de l'année 5	-285 000 dollars US

Trésorerie au 31 décembre 2016 1 176 587 dollars US³

En fin d'année 3, le Secrétariat a mené à bien toutes les activités prévues dans le programme de travail. 95 % des contributions reçues au titre de l'exercice en cours ont été utilisées (soit 87 %⁴ du budget).

¹ Les dépenses ont été estimées à partir des états financiers provisoires, qui couvrent la période allant jusqu'au 31 décembre 2016, et sont fournies à titre indicatif seulement. Les montants définitifs apparaîtront dans les états financiers certifiés, après la clôture des comptes de l'exercice.

² Les montants figurant ici correspondent aux années 1 (exercice 2013/2014), 2 (exercice 2014/2015), 3 (exercice 2015/2016) et à une partie de l'année 4 (exercice 2016/2017) de l'IITA, car les états financiers officiels suivent les années civiles et non l'exercice financier de l'IITA (de septembre à août).

³ Ce montant est consacré au financement des activités de l'année 4.

⁴ Pour plus de détails, consulter la figure A1 ci-dessous.

Au 31 décembre 2016, le fonds commun de l'IITA a reçu des contributions d'un montant total de 6 638 156 dollars, auquel s'ajoutent 11 323 dollars d'intérêts, ce qui porte le total des revenus à 6 649 479 dollars. Sur cette somme, 1 729 083 dollars sont consacrés à la mise en œuvre du programme de travail et du budget des années 4 et 5 de l'IITA. La **figure A1** ci-dessous identifie la nature des contributions reçues, en distinguant les cotisations des contributions volontaires, ainsi que la période concernée.

Figure A1 : Contributions reçues au 31 décembre 2016, par type et par année

Description	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Total
Cotisations	902 846	1 055 332	1 197 599	960 509	85 000	4 201 286
Fonds résiduels des secrétariats précédents	60 111	-	-	0	0	60 111
Contributions volontaires	865 725	478 512	348 948	483 574	200 000	2 376 758
Total	1 828 682	1 533 844	1 546 547	1 444 083	285 000	6 638 155
Intérêts	59	4 490	6 774	-	-	11 323
Total avec intérêts	1 828 741	1 538 334	1 553 321	1 444 083	285 000	6 649 478

La **figure A3** ci-dessous dresse une liste détaillée des contributions versées par les membres/donateurs de l'IITA de 2013 jusqu'en décembre 2016. En termes de contributions volontaires reçues au cours des années de mise en œuvre 1, 2, 3, 4⁵ et 5⁵, la fondation William and Flora Hewlett a été le plus grand donateur, avec une contribution de 570 250 dollars US, suivie du Canada avec 443 500 dollars US (183 500 dollars US versés par le gouvernement canadien, et 260 000 dollars US versés par le Centre canadien de recherches pour le développement international et via le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement). Nous avons également reçu des contributions à hauteur de 436 659 dollars US du ministère du Développement international du Royaume-Uni (DFID), 282 819 dollars US (220 000 EUR) de la Commission européenne (CE), 279 880 dollars US de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), 228 400 dollars US de la Suède, 100 000 dollars US du gouvernement bangladais et 35 250 dollars US du Fonds international de développement agricole (FIDA).

Dans le cadre des dispositions budgétaires actuelles, l'IITA est financée à la fois par les cotisations et les contributions volontaires. Au cours des premières années de mise en œuvre, 70 % du budget annuel a été financé par les cotisations, et les 30 % restants, ainsi que tout déficit de financement, ont été couverts par les contributions volontaires. Toutefois, à compter de l'année 4 (2016/2017) de mise en œuvre de l'IITA, les cotisations devraient couvrir la totalité du budget annuel. Les cotisations et les contributions volontaires sont affectées à une caisse commune pouvant être utilisée pour financer n'importe quelle activité figurant dans le programme de travail approuvé par l'Assemblée des membres. La **figure A2** reflète les besoins de financement compte tenu du budget approuvé, des contributions reçues (cotisations ou contributions volontaires), ainsi que des dépenses^{1,2} pour les années 1, 2, 3 et 4².

^{1,2} Voir page précédente.

⁵ Les fonds reçus jusqu'au 31 décembre 2016 comprennent également le financement partiel de l'année 4 et l'avance reçue sur les cotisations de l'année 5.

Figure A2 : Financement de l'IITA

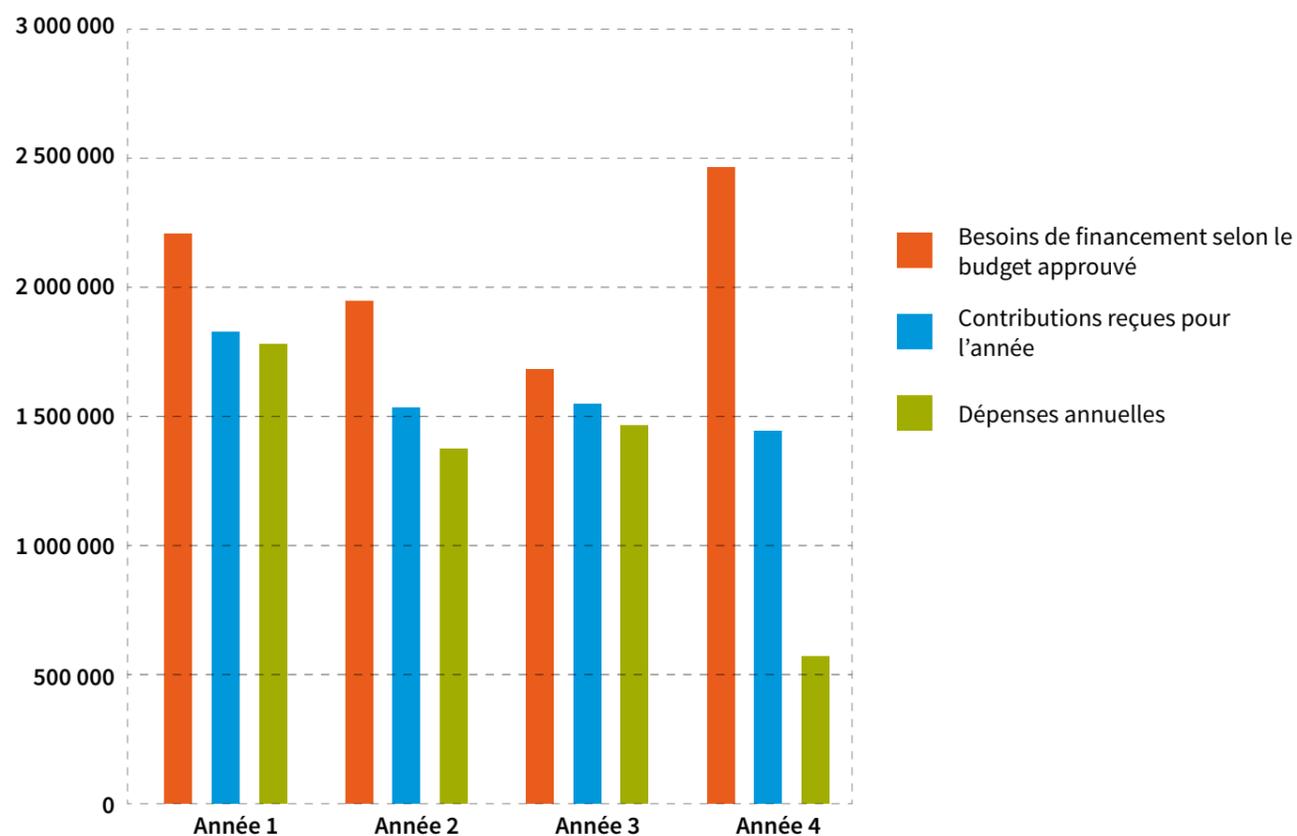


Figure A3 : Liste détaillée des contributions versées par les membres/donateurs de l'IITA jusqu'en décembre 2016

Origine des fonds	Membre	Date de réception	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Total
Cotisations	Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)	5 sept. 2013, 13 avr. 2015, 7 oct. 2015 et 14 déc. 2016	43 250	43 250	43 250	76 500	-	206 250
	Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA)	2 oct. 2013, 19 déc. 2014, 10 sept. 2015 et 22 déc. 2016	43 250	43 250	43 250	30 000	-	159 750
	Publish What You Fund	2 oct. 2013, 11 déc. 2014, 13 oct. 2015 et 4 nov. 2016	1 100	1 100	1 070	1 070	-	4 340
	Royaume-Uni - Ministère britannique du Développement international (DFID)	21 janv. 2014, 5 mars 2015, 28 sept. 2015 et 9 déc. 2016	43 250	43 250	43 250	85 000	-	214 750
	Fondation William and Flora Hewlett	13 mai 2014, 24 mars 2015 et 5 avr. 2016	43 250	43 250	43 250	-	-	129 750
	Agence des États-Unis pour le développement international (USAID)	18 nov. 2013, 29 oct. 2014 et 27 oct. 2016	43 250	43 250	43 250	52 949	-	182 699
	Bond	18 nov. 2013, 26 nov. 2014 et 13 août 2015	1 100	1 100	1 100	-	-	3 300
	Canada - Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	3 déc. 2013 et 25 nov. 2015	43 250	43 250	43 250	-	-	129 750
	Transparency International	6 déc. 2013 et 23 nov. 2015	1 100	1 100	1 100	-	-	3 300
	Banque africaine de développement (BAD)	6 déc. 2013, 16 janv. 2015 et 18 sept. 2015	43 250	43 250	43 250	-	-	129 750
	Irlande - Irish Aid	10 déc. 2013, 22 déc. 2014, 20 nov. 2015 et 8 nov. 2016	33 480	53 020	51 164	76 970	-	214 634
	Pays-Bas - Ministères des Affaires étrangères et de la Coopération au développement	12 déc. 2013, 28 nov. 2014 et 19 oct. 2015	43 250	43 250	43 250	-	-	129 750
	Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM)	13 déc. 2013, 9 déc. 2014, 10 sept. 2015 et 29 nov. 2016	43 250	43 250	43 250	76 500	-	206 250
	Banque européenne d'investissement (BEI)	13 déc. 2013, 13 fév. 2015 et 9 sept. 2015	43 250	43 250	43 250	-	-	129 750
	Allemagne - Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ)	19 déc. 2013, 17 nov. 2014, 10 sept. 2015, 18 nov. 2016 et 30 nov. 2016	43 250	43 250	42 380	85 000	-	213 880
	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes)	26 déc. 2013, 2 juil. 2015 et 05 nov. 2015	43 250	43 250	43 250	-	-	129 750
	Danemark - Ministère des Affaires étrangères	27 déc. 2013 et 28 déc. 2016	43 250	43 250	39 354	88 866	-	214 720
	Fonds international de développement agricole (FIDA)	06.jan.14	43 250	43 250	43 250	-	-	129 750
	Finlande - Ministère des Affaires étrangères	15 janv. 2014, 31 déc. 2014, 14 janv. 2016 et 20 déc. 2016	43 250	43 222	43 230	84 975	-	214 677
	Fondation Bill & Melinda Gates	6 fév. 2014, 30 oct. 2014 et 1er déc. 2016	43 250	43 250	56 750	85 000	85 000	313 250
	Australie - Ministère des Affaires étrangères et du Commerce	27 mars 2014, 17 avr. 2015 et 22 juin 2016	43 250	43 250	43 250	-	-	129 750
	Banque interaméricaine de développement (BID)	16 avr. 2014, 24 mars 2015 et 23 sept. 2015	43 250	43 250	43 250	-	-	129 750
	Banque mondiale	2 mai 2014, 12 fév. 2015 et 9 déc. 2015	43 241	43 242	43 243	-	-	129 725
	Charte de responsabilité des ONG internationales	12 mai 2014, 8 janv. 2015, 16 sept. 2015 et 28 nov. 2016	1 100	1 100	1 100	1 075	-	4 375
	Belgique - Agence belge de développement (BTC)	20 juin 2014, 30 juin 2015 et 11 août 2016	43 225	43 225	43 225	-	-	129 675
	GAVI	28 nov. 2014 et 27 août 2015	-	43 250	43 250	-	-	86 500
	Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme	10 mars 2015, 8 sept. 2015 et 20 déc. 2016	-	43 223	43 232	85 000	-	171 455
	Development Gateway	1er déc. 2014 et 29 oct. 2015	-	1 100	1 100	-	-	2 200
	Malawi	18 mars 2015 et 12 déc. 2016	-	1 100	-	3 300	-	4 400
	Nigéria	19-20 mars 2015	-	1 050	-	-	-	1 050
Nouvelle-Zélande	29 avr. 2015 et 29 juin 2016	-	43 250	43 250	-	-	86 500	
Cordaid	24.szept.15	-	-	2 200	-	-	2 200	
Bangladesh	22.szept.15	-	-	2 200	-	-	2 200	
Commission européenne (CE)	22 janv. 2016 et 24 oct. 2016	-	-	43 384	44 149	-	87 533	
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	6 juin 2016 et 6 déc. 2016	-	-	43 250	76 500	-	119 750	
Myanmar	25.nov.16	-	-	-	1 080	-	1 080	
Synergy International Systems	25.nov.16	-	-	-	1 100	-	1 100	
République de Corée	18.márc.16	-	-	43 250	-	-	43 250	
Fondation IBON international, pour le Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement (POED)	28.oct.15	-	-	1 092	-	-	1 092	
InterAction	14 avr. 2016 et 10 nov. 2016	-	-	1 100	2 200	-	3 300	
Organisation internationale de droit du développement	17 mai 2016 et 29 déc. 2016	-	-	1 075	2 175	-	3 250	
Akvo	22.nov.16	-	-	-	1 100	-	1 100	
Total des cotisations			902 846	1 055 332	1 197 599	960 509	85 000	4 201 286
Fonds résiduels	Royaume-Uni - Ministère britannique du Développement international (DFID)	05.nov.13	60 111	-	-	-	-	60 111
			60,111	0	0	0	0	60,111
Contributions volontaires	Royaume-Uni - Ministère britannique du Développement international (DFID)	21 janv. 2014, 5 mars 2015, 28 sept. 2015 et 9 déc. 2016	165 555	67 986	4 520	198 599	-	436 660
	Canada - Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	3 déc. 2013 et 30 déc. 2015	176 750	-	6 750	-	-	183 500
	Centre de recherches pour le développement international (CRDI)	14.ápr.15	-	260 000	-	-	-	260 000
	Fondation William and Flora Hewlett	12 nov. 2013, 13 mai 2014, 24 mars 2015, 5 avr. 2016 et 2 juin 2016	156 750	6 750	6 750	200 000	200 000	570 250
	Suède - Agence suédoise de coopération internationale au développement	18 déc. 2013, 18 déc. 2014, 17 déc. 2015 et 19 déc. 2016	49 975	49 975	43 475	84 975	-	228 400
	Agence des États-Unis pour le développement international (USAID)	18 nov. 2013, 29 oct. 2014 et 2 nov. 2015	98 000	85 130	96 750	-	-	279 880
	Fonds international de développement agricole (FIDA)	06.jan.14	35 250	-	-	-	-	35 250
	Commission européenne (CE)	31 janv. 2014, 23 déc. 2014 et 25 fév. 2016	183 445	8 671	90 703	-	-	282 818
	Bangladesh	22.szept.15	-	-	100 000	-	-	100 000
Total des contributions volontaires			865 725	478 512	348 948	483 574	200 000	2 376 758
Total			1 828 681	1 533 845	1 546 547	1 444 083	285 000	6 638 155

Country: **Funding** IATI
 Project Atlas id: 00087578 All Amounts in **US\$**
 Project Title : International Aid and Transpar **Date:** 01/07/2014

CERTIFIED ANNUAL FINANCIAL STATEMENT AS AT 31 DECEMBER 2013

1) INCOME

DEPOSITS

2013	1,219,004.01	1,219,004.01
------	--------------	---------------------

INTEREST

2013	58.72	58.72
------	-------	--------------

TOTAL FUNDS (A) **1,219,062.73**

2) PROJECT EXPENSES

PERIOD - PRIOR YEARS:

PERIOD - CURRENT YEAR

2013	Disbursements	48,619.74	
	Receipt Accruals	0.00	
	Net exchange gain	-67.79	
	Management fee	3,363.03	51,914.98

TOTAL PROJECT EXPENSES (B) **51,914.98**

Project Advances (C)	303.81	303.81
----------------------	--------	---------------

PROJECT CASH BALANCE (D) = (A) - (B) - (C) **1,166,843.94**

Open Purchase Orders (E)	0.00	0.00
--------------------------	------	-------------

3) PROJECT FUND BALANCE (F) = (D) - (E) **1,166,843.94**

*The Statement is following IPSAS reporting requirements, Management Fee is calculated and recorded against Project Expenses (Disbursements + Receipt Accruals)
 Project Advances represents amounts yet to be either recovered or settled against Project Expenses. Open POs represents amounts committed against goods/services yet to be delivered/rendered. Fund balance represents cash available for implementation activities.*

Prepared by
 M. Shafiq HATEA
 Senior Finance Associate
 CSPG IPAS, UNOPS HQ

Certified By
 Kanit Pukchareon
 Regional Finance Specialist
 CSPG IPAS, UNOPS HQ

Project Atlas id: 00087578 **Funding** IATI
 All Amounts in **US\$**

Project Title : Support to the International Aid Transparency Initiative (IATI) **Date:** 20/05/2015

CERTIFIED ANNUAL FINANCIAL STATEMENT AS AT 31 DECEMBER 2014

Opening Balances 2003 0.00

1) INCOME

DEPOSITS

2013	1,219,004.01	
------	--------------	--

2014	1,484,899.05	2,703,903.06
------	--------------	---------------------

INTEREST

2013	58.72	
------	-------	--

2014	4,489.86	4,548.58
------	----------	-----------------

TOTAL FUNDS (A) **2,708,451.64**

2) PROJECT EXPENSES

PERIOD - PRIOR YEARS:

2013	Project Expense	48,619.74	
	Net Exchange Gain	-67.79	
	Management Fee	3,363.03	51,914.98

PERIOD - CURRENT YEAR

2014	Project Expense	1,860,149.76	
	Receipt Accruals	0.00	
	Net exchange gain	-1,023.53	
	Management fee	49,224.49	1,908,350.72

TOTAL PROJECT EXPENSES (B) **1,960,265.70**

Project Advances (C)	2,734.45	2,734.45
----------------------	----------	-----------------

PROJECT CASH BALANCE (D) = (A) - (B) - (C) **745,451.49**

Open Purchase Orders (E)	465.43	465.43
--------------------------	--------	---------------

3) PROJECT FUND BALANCE (F) = (D) - (E) **744,986.06**

*The Statement is following IPSAS reporting requirements, Management Fee is calculated and recorded against Project Expenses (Disbursements + Receipt Accruals)
 Project Advances represents amounts yet to be either recovered or settled against Project Expenses. Open POs represents amounts committed against goods/services yet to be delivered/rendered. Fund balance represents cash available for implementation activities.*

Prepared by
 M. Shafiq HATEA
 Senior Finance Associate
 CSPG IPAS, UNOPS HQ

Certified By
 Ala'a Nemer
 Regional Finance Practice Advisor
 CSPG IPAS, UNOPS HQ

June 8, 2016
 Ref: Project No: 00087578
 Funding: IATI

To whom it may Concern,

Subject: Certified Financial Statement as at 31 Dec 2015

We enclose the Certified Financial Statement for project **00087578 Support to the International Aid Transparency Initiative (IATI)**, which commenced in year 2013 and indicates project expenses as at 31 Dec 2015.

We draw your attention to the following:

- › Project expenditure and management fee: **US\$ 3,234,714**
- › Project advances: **US\$ 2,734** and open purchase order: **US\$ 12,505**
- › Total cash received: **US\$ 4,474,679** including interest earned: **US\$ 11,323**
- › Project Capitalised Asset: **US\$ 000**
- › Project fund balance: **US\$ 1,224,726**

If you have any question, please do not hesitate to contact UNOPS

Yours sincerely,


 Kanit Pukchareon
 Regional Finance Specialist
 CSG IPAS, UNOPS HQ

PO Box 2695

Tel: + 45 45 33 75 00



2100 Copenhagen

Fax: +45 45 33 75 01

Denmark

E-mail: info@unops.org

www.unops.org

Project Atlas id: 00087578
Project Title: Support to the International Aid Transparency Initiative (IATI)
Funding: IATI
Date: 08/06/2016
 All Amounts in US\$

CERTIFIED FINANCIAL STATEMENT AS AT 31 DEC 2015

1) INCOME

DEPOSITS

2013	1,219,004.01	
2014	1,484,899.05	
2015	1,759,452.84	4,463,355.90

INTEREST

2013	58.72	
2014	4,489.86	
2015	6,774.23	

TOTAL INTEREST

11,322.81

TOTAL FUNDS (A)

4,474,678.71

2) PROJECT EXPENSES

PERIOD - PRIOR YEARS:

2013	Project Expense	48,619.74	
	Net Exchange Gain	-67.79	
	Management Fee	3,363.03	51,914.98

2014	Project Expense	1,860,149.76	
	Net exchange gain	-1,023.53	
	Management fee	49,224.49	1,908,350.72

PERIOD - CURRENT YEAR

2015	Project Expense	1,228,705.00	
	Net exchange loss	1,087.11	
	Management fee	44,656.21	1,274,448.32

TOTAL PROJECT EXPENSES (B)

3,234,714.02

Project Advances (C) 2,734.45 2,734.45

Project Capitalised Asset (D) 0.00 -

PROJECT CASH BALANCE (E) = (A) - (B) - (C) - (D)

1,237,230.24

Open Purchase Orders (F) 12,504.72 12,504.72

3) PROJECT FUND BALANCE (G) = (E) - (F)

1,224,725.52

The Statement is following IPSAS reporting requirements, Management Fee is calculated and recorded against Project Expenses (Disbursements + Receipt Accruals)

Project Advances represents amounts yet to be either recovered or settled against Project Expenses. Open POs represents amounts committed against goods/services yet to be delivered/rendered. Fund balance represents cash available for implementation activities.

Certified By 
 Kanit Pukchareon
 Regional Finance Specialist
 CSG IPAS, UNOPS HQ

January 19, 2017
 Ref: Project No: 00087578
 Funding: IATI

To whom it may Concern,

Subject: Interim Financial Statement as at 31 Dec 2016

We enclose the Interim Financial Statement for project **00087578 Support to the International Aid Transparency Initiative (IATI)**, which commenced in year 2013 and indicates project expenses as at 31 Dec 2016.

We draw your attention to the following:

- › Project expenditure and management fee: **US\$ 5,182,753**
- › Project advances: **US\$ 2,341** and commitments: **US\$ 2,797**
- › Total cash received: **US\$ 6,649,479** including interest earned: **US\$ 11,323**
- › Project fund balance: **US\$ 1,461,589**

If you have any question, please do not hesitate to contact UNOPS

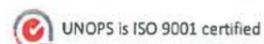
Yours sincerely,



Kanit Pukchareon
 Regional Finance Specialist
 CSG IPAS, UNOPS HQ

PO Box 2695

Tel: +45 45 33 75 00



2100 Copenhagen

Fax: +45 45 33 75 01

Denmark

E-mail: info@unops.org

www.unops.org

Project Atlas id: 00087578
Project Title : Support to the International Aid Transparency Initiative (IATI)
Funding: IATI
Date: 19/01/2017
 All Amounts in US\$

INTERIM FINANCIAL STATEMENT AS AT 31 DEC 2016

1) INCOME

DEPOSITS

2013	1,219,004.01	
2014	1,484,899.05	
2015	1,759,452.84	
2016	2,174,800.50	6,638,156.40

INTEREST

2013	58.72	
2014	4,489.86	
2015	6,774.23	
		11,322.81

TOTAL INTEREST

TOTAL FUNDS (A) **6,649,479.21**

2) PROJECT EXPENSES

PERIOD - PRIOR YEARS:

2013	Project Expense	48,619.74	
	Net Exchange Gain	(67.79)	
	Management Fee	3,363.03	51,914.98

2014	Project Expense	1,860,149.76	
	Net exchange gain	(1,023.53)	
	Management fee	49,224.49	1,908,350.72

2015	Project Expense	1,228,705.00	
	Net exchange loss	1,087.11	
	Management fee	44,656.21	1,274,448.32

PERIOD - CURRENT YEAR

2016	Project Expense	1,905,161.52	
	Net exchange gain	(450.57)	
	Management fee	43,327.71	1,948,038.66

TOTAL PROJECT EXPENSES (B) **5,182,752.68**

Project Advances (C) **2,340.72** **2,340.72**

Project Capitalised Asset (D) **0.00** **-**

PROJECT CASH BALANCE (E) = (A) - (B) - (C) - (D) **1,464,385.81**

Commitments (F) **2,797.20** **2,797.20**

3) PROJECT FUND BALANCE (G) = (E) - (F) **1,461,588.61**

This statement is interim and is provided for information purposes only. Figures are not final. Final figures will appear in the certified financial statement once books for the concerned period are closed.

The Statement is following IPSAS reporting requirements, Management Fee is calculated and recorded against Project Expenses (Disbursements + Receipt Accruals)

Project Advances represents amounts yet to be either recovered or settled against Project Expenses. Open POs represents amounts committed against goods/services yet to be delivered/rendered. Fund balance represents cash available for implementation activities.

Prepared by 
 Aye Chan Ko Ko
 Finance Associate
 CSG IPAS, UNOPS HQ

Certified By 
 Kanit Pukchareon
 Regional Finance Specialist
 CSG IPAS, UNOPS HQ

Annexe 3

Données statistiques et méthodologie du Rapport annuel de l'IITA

Toutes les statistiques utilisées dans ce Rapport annuel ont été extraites du [tableau de bord de l'IITA](#), qui contient des statistiques détaillées, ventilées par signataire et par élément, ayant trait à la validité des données publiées conformément à la norme de l'IITA. Le tableau de bord est entièrement généré chaque nuit, à partir de métadonnées répertoriées dans le registre de l'IITA, qui décrit les données XML de l'IITA figurant sur les sites Internet des signataires. Ces données sont synthétisées dans la section « Publishing Statistics » du tableau de bord.

Le tableau de bord est l'élément principal du service offert par l'équipe technique aux signataires et aux utilisateurs : il permet aux premiers de mieux comprendre comment améliorer leurs données, et aux deuxièmes, de déterminer les données susceptibles de répondre à leurs besoins spécifiques. Il aide aussi l'équipe technique elle-même à hiérarchiser ses engagements en faveur de la qualité des données. Chaque page de la section « Publishing Statistics » contient un commentaire général sur les méthodes employées, ainsi que des explications plus détaillées sur les estimations et les exceptions. Y figure également un pseudo-code (une traduction en « anglais » du langage de programmation).

Remerciements

Le Rapport annuel 2016 de l'IITA a été rédigé par une équipe de Development Initiatives, sous la direction de Joni Hillman et de Rohini Simbodyal. La collecte et l'analyse des données ont été réalisées par Bill Anderson, Hayden Field, Petya Kangalova et Dale Potter. Un grand merci aux autres membres du Secrétariat de l'IITA qui nous ont apporté une aide et des renseignements précieux : Annelise Parr du PNUD, Argjira Belegu-Shuku, Hannah Milde et Cillian O'Cathail de l'UNOPS, et Carl Elmstam de Sida.

Conception et mise en page : Fanni Uusitalo (UNOPS)

